Élections régionales en Italie : victoire de la droite sur fond d'abstention record

Traduction d'un article paru dans le journal du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS), section argentine de la FTQI.

Sur fond d'abstention record, avec seulement 63% des Italiens s'étant rendus aux urnes (le résultat le plus bas depuis la fondation de la République en 1948), la droite s'est imposée lors des élections des 28 et 29 mars. À la différence des élections de 2005 au cours desquelles le centre-gauche avait réussi à gagner 11 régions, il n'en conserve aujourd'hui que 7. La défaite du centre-gauche est d'autant plus patente que la coalition de droite berlusconienne a réussi à s'imposer dans les régions les plus importantes comme le Piémont au Nord, le Latium et la Campanie au Centre-Sud, et la Calabre dans le Mezzogiorno.

Qui a réellement gagné les élections, cependant ? Par delà les déclarations grandiloquentes de Berlusconi, Président du Conseil, qui affirme être le grand gagnant, les résultats électoraux indiquent des tendances beaucoup plus contrastées. Les régionales italiennes ont surtout laissé voir la grande désillusion de l'électorat à l'égard des deux partis, le Parti Démocrate (PD) de centre-gauche et le Parti des Libertés (PdL, de Berlusconi), qui dominent la vie politique italienne et se succèdent au gouvernement sans pour autant sortir la péninsule de la crise sans précédent dans laquelle elle se trouve plongée.

Cela se lit dans le taux d'abstention mais surtout dans les bons résultats de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, qui fait partie de la coalition gouvernementale, mais dont les têtes de liste et les listes ont réalisé des scores inattendus. La Ligue est le seul parti a avoir progressé en termes de voix, au détriment du PdL, et a fait des scores historiques en Vénétie, en Lombardie, son candidat Roberto Cotta réussissant même à arracher le Piémont au centre-gauche alors que le parti confirme sa pénétration dans les zones centrales historiquement gouvernées par le centre-gauche du Centre (Toscane, Emilie-Romagne, etc.).

Les bons résultats de la Ligue du Nord posent un certain nombres de problèmes à Berlusconi. Il réussit certes à sortir la tête haute de ces élections alors que nombres d'analystes prévoyaient, en raison notamment des innombrables scandales dans lesquels il trempe et de la crise très grave que traverse le pays, une débâcle telle que celle que vient de subir l'UMP et Sarkozy lors des dernières élections en France. Mais Berlusconi doit son succès électoral à ses alliés de la Ligue du Nord, ce qui modifie très fortement le rapport de force au sein du gouvernement. Et il ne faut pas oublier, pour ne citer qu'une des contradictions les plus importantes, que le racisme professé par la Ligue du Nord au quotidien ne vise pas seulement les immigrés extra-communautaires,

mais également tout le Sud du pays.

L'impuissance du PD à affronter Berlusconi se lit dans l'abstention dans les zones considérées jusqu'à peu comme des bastions de gauche, où les Démocrates ont gouverné avec les mêmes recettes que la droite, comme au niveau national d'ailleurs lorsque Prodi était à la tête du Conseil entre 2006 et 2007. Mais la crise du centre-gauche est apparu de manière encore plus manifeste lorsque le nouveau secrétaire du PD, Pierluigi Bersani, a affirmé que pour battre Berlusconi au Nord… il fallait voter Bossi.

Berlusconi a devant lui trois ans sans élections. La bourgeoisie voudrait qu'il en profite pour appliquer les programmes d'ajustements qui impliquent de fortes réductions du budget de l'État, notamment dans le secteur de la santé et des retraites, en accélérant la « décentralisation » ou « fédéralisme fiscal » réclamé à cors et à cris par la Ligue du Nord.

Ces mesures, ce sera néanmoins un gouvernement qui n'a pas obtenu une victoire nette qui devra les appliquer, et ce alors que la crise n'a jamais été aussi forte en Italie, avec un chômage élevé. D'importantes luttes ayant eu lieu au cours de la dernière période (en Sardaigne avec Alcoa, à Rome avec Eutelia, mais également dans de nombreuses usines du Nord où les immigrés ont démontré leur poids lors de la grève du 1er mars) sont cependant l'autre visage d'une Italie d'où pourrait émerger une réponse telle que la bourgeoisie impérialiste italienne ne fasse pas payer la crise aux travailleurs et aux plus pauvres.

Gustavo De Biase, le 17 avril 2010